

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 05/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Prairies de Courrejean
635 chemin de Guiteronde - BP 8
33140 Villenave-D'ornon

Références : -
Code AIOT : 0005211117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté D932 Le Caloy 40090 Lucbardez-et-Bargues. L'inspection a été annoncée le 09/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- D932 Le Caloy 40090 Lucbardez-et-Bargues
- Code AIOT : 0005211117
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 9 décembre 2015, Monsieur le Préfet des Landes a mis en demeure la société AFM Recyclage de respecter ses obligations découlant de la cessation d'activité de la société *Les établissements Louit* (installation de transit de déchets métalliques soumise à autorisation) sur un site situé à Lucbardez-et-Bargues, route de Roquefort, lieu-dit « L'usine ».

Par jugement n° 1600024 du 27 février 2018, le Tribunal Administratif de Pau a rejeté la demande de l'exploitant d'annulation et donc confirmé la légalité de l'arrêté préfectoral susmentionné. La Cour Administrative d'Appel de Bordeaux a confirmé le jugement par un arrêt du 16 juin 2020, en rejetant l'appel formé. La société AFM Recyclage a enfin formé un pourvoi devant le Conseil d'État contre la décision d'appel pourvoi rejeté. En conséquence, les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 décembre 2015 ont été rendues définitives. Un courrier en date du 9 août 2024 a rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaires en matière de cessation d'activité.

La présente inspection avait pour objectif de vérifier la bonne mise en œuvre de la procédure de cessation d'activité.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité - Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 16/07/2025, article R. 512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Cessation d'activité - Proposition d'usage futur	Code de l'environnement du 16/07/2025, article R. 512-39-2	Demande d'action corrective	15 jours
3	Cessation d'activité - Réhabilitation du site	Code de l'environnement du 16/07/2025, article R. 512-39-3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure de cessation d'activité est en cours : diagnostic de pollution des sols réalisé et travaux de réhabilitation à venir d'ici fin 2025. L'usage futur est aussi à préciser et le dossier à présenter en mairie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité - Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2025, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV. Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le terrain est clôturé et dispose d'un portail fermé à clé. Sur le terrain, se trouvent des bâtiments vides, une remorque remplie de déchets métalliques, un vieux tractopelle et une dizaine de véhicules utilitaires hors d'usage pour pièces, d'après le propriétaire. Une partie d'un bâtiment s'est effondrée, avec du bois de charpente et des tuiles au sol dans l'herbe. Il n'a pas été constaté de produits dangereux, ni d'autres déchets susceptibles de présenter des risques pour l'environnement. Par ailleurs, l'exploitant a transmis un rapport de diagnostic environnemental avec un plan de gestion réalisé par le bureau d'études TERE0. Celui-ci met en évidence les éléments suivants :

"• À l'entrée du site, zone ouest (F1) :

Aucune pollution en métaux ou hydrocarbures n'a été détectée en surface (0 à 0,4 m). En profondeur (0,4 à 1 m), du mercure a été détecté, ainsi que des hydrocarbures, à des niveaux inférieurs aux seuils réglementaires.

• Au droit de la zone de stationnement de véhicules (F2, F3 et F4) :

Des contaminations en cadmium, plomb et zinc ont été relevées dans les sols superficiels (0,2 à 0,5 m) de deux sondages. Des HCT C10-C40 y sont également présents, à des niveaux inférieurs à la valeur de comparaison. Aucune contamination notable n'a été détectée entre 0,5 et 2 m de profondeur.

• Au droit d'un ancien dépôt de déchets (F6 et F7) :

Les analyses révèlent une contamination en cadmium, cuivre, plomb et zinc dans les sols superficiels (0,2 à 1 m). Au niveau du sondage F7, des dépassements significatifs - jusqu'à 10 fois la valeur de référence - ont été observés pour le cadmium, le plomb et le zinc. La teneur en plomb y excède également le seuil de vigilance de 100 mg/kg M.S., défini par le HCSP (instruction du 21/09/2016). Les HCT C10-C40 sont présents dans cet horizon, à des niveaux inférieurs à la valeur de comparaison. En profondeur (1 à 2 m), aucun dépassement en métaux ni hydrocarbures n'a été constaté.

• Au droit d'une ancienne zone de dépôt de terres souillées (F9, F10 et F11) :

Des dépassements en zinc, en cadmium, en plomb et en mercure, supérieurs au bruit de fond géochimique, ont été observés dans les sols superficiels (0,1 et 0,5 m). Les HCT C10-C40 sont présents à des teneurs inférieures à la valeur de comparaison, et des traces de PCB ont été relevées aux sondages F10 et F11.

Aucune contamination métallique ou organique n'a été constatée entre 1 et 2 m de profondeur.

• Autour des bâtiments (F5 et F8) :

Le sondage F5, situé entre le parking et l'ancien dépôt de terres souillées, révèle un impact isolé en cuivre, à un niveau proche du bruit de fond géochimique. Au droit du sondage F8, des dépassements en cadmium, plomb, zinc et mercure ont été observés entre 0,2 et 0,5 m. La teneur en plomb y dépasse le seuil de vigilance du HCSP (instruction du 21/09/2016). Ces métaux ne sont pas détectés dans les sables sous-jacents profondeur. Les HCT C10-C40 sont présents uniquement dans les échantillons de surface à des concentrations inférieures à la valeur de comparaison.

• Au droit de la zone nord du site d'étude (F12 et F13) :

Dans la zone nord-ouest du site, un dépassement isolé en cadmium a été relevé. Un impact marqué en HCT C10-C40, dominé par la fraction C22-C30, a été observé entre 0,1 et 0,4 m, avec une concentration atteignant 29 fois la valeur de comparaison. Cet impact n'est plus présent dans l'échantillon sous-jacent (0,5 à 1 m). Dans la zone nord-est, des dépassements modérés en cadmium, plomb et zinc ont été détectés dans les sols superficiels, avec des teneurs proches du bruit de fond géochimique. Des traces de HCT C10-C40 et de PCB y ont également été observées, à des niveaux bien inférieurs aux seuils de comparaison.

Bilan de l'état géochimique global de la zone d'étude :

Les études menées sur le site entre 2009 et 2025 ont permis d'établir pour les sols un état géochimique caractérisé par la présence récurrente de pollutions organiques (notamment hydrocarbures C10-C40) et inorganiques (métaux lourds tels que Plomb, Zinc et Cuivre), principalement localisées dans les horizons superficiels et intermédiaires des sols. Les campagnes successives ont mis en évidence des teneurs dépassant les valeurs de gestion pour un usage sans restriction, en lien avec les anciennes activités industrielles du site. Les résultats analytiques sur les eaux souterraines indiquent l'absence d'anomalie significative en composés organiques et inorganiques sur l'ensemble des ouvrages. La société TERE0 n'identifie, en l'état actuel des connaissances, aucun risque sanitaire sur site et hors site. "

Par ailleurs, le plan de gestion conclut que :

"Ainsi, pour permettre la gestion d'une telle pollution, le point d'entrée de la démarche consiste à définir un seuil de dépollution jugé environnementalement, techniquement et financièrement acceptable pour pouvoir engager la réalisation des travaux de dépollution. Les seuils de dépollution proposés par la société TERE0, basé sur une analyse statistique, sont de :

- 900 mg/kg M.S pour les hydrocarbures C10-C40 ;
- 150 mg/kg M.S pour le plomb ;
- 120 mg/kg M.S pour le cuivre ;
- 900 mg/kg M.S pour le zinc.

S'agissant des impacts en HAP et PCB relevés lors des campagnes de 2009 à 2014, aucun seuil de dépollution n'a été défini, dans la mesure où l'ensemble des pollutions sera pris en charge sur l'ensemble du site.

À partir de ce postulat, les volumes de sol (concernant les pollution concentrées) à traiter ont pu être estimés à 1 407,3 m³.

La remise en état du site devant permettre d'accueillir un futur usage industriel nécessite la mise en place de mesures de gestion pour les impacts organiques et inorganiques relevé dans l'horizon le plus superficiel.

L'excavation/évacuation des terres est estimée entre [...] pour une excavation sur une profondeur de 0,3 mètre.

La société TERE0 rappelle que les terres contenant des déchets devront faire l'objet d'un tri préalable, visant à séparer les déchets des matériaux terreux avant leur évacuation vers les filières de traitement adaptées."

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois, au plus tard à l'issue des travaux de réhabilitation du site, les justificatifs associés à l'évacuation des déchets présents sur la parcelle : remorque avec déchets métalliques, véhicules et engins hors d'usage, bois et tuiles effondrés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Cessation d'activité - Proposition d'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2025, article R. 512-39-2

Thème(s) : Situation administrative, Proposition d'usage futur

Prescription contrôlée :

I. Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.*

II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration

sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III. A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV. Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V. Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

À défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Constats :

L'exploitant et le bureau d'études TERE0 indiquent ne pas avoir pris contact à ce stade avec le maire de la commune afin de lui présenter le rapport de diagnostic de pollution des sols et le dossier de réhabilitation afin d'obtenir son avis.

Actuellement, la parcelle est en zone N du PLUi de Mont-de-Marsan Agglomération. Le propriétaire souhaite aménager un local d'habitation, ainsi qu'une zone pour une activité personnelle commerciale ou industrielle selon un projet à affiner.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, sous 15 jours :

<ul style="list-style-type: none"> - de vérifier si un usage avait été déterminé lors de l'autorisation initiale accordée aux Ets LOUIT, - le cas échéant, de préciser l'usage futur de la parcelle tel que défini à l'article D. 556-1 A du Code de l'environnement, - de présenter le dossier de cessation d'activité au maire et au propriétaire de la parcelle, et transmettre leur avis écrit. <p>Sur cette base, et en fonction du souhait de chaque partie, le Préfet pourra être amené à arrêter un usage en particulier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Cessation d'activité - Réhabilitation du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2025, article R. 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant : [...]</p> <p>[...]</p> <p>Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.</p> <p>Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :</p> <p>1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;</p> <p>2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;</p> <p>3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;</p>

4° L'attestation prévue à l'avant-dernier alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes alinéas.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. [...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

II. Le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut accord sur les travaux et les mesures de surveillance des milieux proposés par l'exploitant. Pendant ce délai, le préfet peut demander des éléments complémentaires d'appréciation par décision motivée. Le délai est alors suspendu jusqu'à réception de ces éléments.

Par dérogation au précédent alinéa, lorsque l'exploitant propose de déroger au principe de la suppression des pollutions concentrées, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut rejet.

En tenant compte des éléments fournis en application du I, le préfet peut arrêter, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions encadrant les travaux de réhabilitation, les mesures de surveillance des milieux et les restrictions d'usages nécessaires pendant la durée de ces travaux. Ces prescriptions sont fixées compte tenu du ou des usages déterminés et au regard d'un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable.

III. Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit

prises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire.

L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.

Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6.

IV. Le préfet arrête, s'il y a lieu, les mesures de surveillance des milieux nécessaires ainsi que les modalités de conservation de la mémoire et les restrictions d'usages.

V. Lorsque le mémoire de réhabilitation exigé au I conclut à l'absence de nécessité de mesures de gestion et de travaux, et lorsque l'attestation mentionnée au même I confirme la pertinence de cette conclusion, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de cette attestation vaut accord sur cette absence de nécessité de mesures de gestion et de travaux. L'attestation mentionnée au I vaut alors pour l'attestation mentionnée au III.

VI. La cessation d'activité est réputée achevée dans le délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation prévue au III, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le préfet s'oppose à cet achèvement ou demande des compléments dans ce délai de deux mois ;

2° Lorsque les dispositions du IV s'appliquent, la cessation d'activité étant alors réputée achevée à la prise de l'arrêté mentionné au même IV ;

3° Lorsque les dispositions du V s'appliquent, la cessation d'activité étant alors réputée achevée quatre mois après la transmission de l'attestation mentionnée au I.

VII. Une cessation d'activité réputée achevée ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article R. 512-39-4.

Constats :

Sur la base du rapport de diagnostic environnemental réalisé par le bureau d'études TERE0, des travaux de dépollution sont prévus d'ici la fin de l'année par un prestataire qui reste à déterminer à ce stade.

Ces travaux consistent en l'excavation/évacuation des terres correspondant aux spots de pollution sur une profondeur de 30 cm, ce qui représente environ 1 407 m³ de terres à évacuer et

traiter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la réhabilitation du terrain et de transmettre tous les justificatifs associés sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois